

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/229

10 octobre 1997

(97-4301)

Conseil général
22 octobre 1997

Original: anglais

ETHIOPIE - DEMANDE DE STATUT D'OBSERVATEUR

Communication de l'Ethiopie

Le Ministre du commerce et de l'industrie de l'Ethiopie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 25 septembre 1997.

Au nom du gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie, j'ai l'honneur de présenter une demande de statut d'observateur auprès du Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de ses organes subsidiaires.

Je saisis cette occasion pour indiquer que le gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie a l'intention de présenter une demande d'accession aux Accords de l'OMC dans un futur proche. En attendant, le statut d'observateur lui permettrait de se familiariser avec l'OMC, ses règles et ses procédures.

Conformément au règlement intérieur du Conseil général, je joins à la présente un aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de l'Ethiopie.

Je vous saurais gré de bien vouloir communiquer la présente demande et la documentation qui lui est jointe au Conseil général à sa prochaine réunion qui débutera le 22 octobre 1997.

APERÇU DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET DU REGIME
DE COMMERCE EXTERIEUR DE L'ETHIOPIE

1. Introduction

a) Le pays

En superficie (1,1 million de km²), l'Ethiopie vient au quatrième rang des pays de l'Afrique subsaharienne. Selon de récentes estimations, elle compte environ 56,6 millions d'habitants (chiffre de 1995), dont 84,7 pour cent vivent dans des zones rurales. La population augmente en moyenne de 3,2 pour cent par an et elle devrait atteindre 66,7 millions d'habitants vers le début du XXI^e siècle.

Le pays est richement doté: main-d'oeuvre, terres arables et ressources naturelles abondantes. Toutefois, il n'exploite qu'une faible partie de son potentiel. Alors que 60 pour cent du territoire pourrait être utilisé à des fins agricoles, il semble que seules 15 pour cent des terres ont été mises en valeur. Le revenu tiré de l'élevage est plus important en Ethiopie que dans aucun autre pays africain, même si sa part dans l'économie nationale est très limitée. Le pays dispose également de ressources minérales importantes, mais la plupart d'entre elles ne sont pas encore exploitées. On y trouve notamment de l'or, du platine, du marbre, du tantale, du cuivre, de la potasse, du zinc, du fer et du gaz naturel.

b) L'économie

L'économie éthiopienne est dominée par la petite agriculture; le secteur agricole contribue pour 50 pour cent au PIB total, réalise 85 pour cent des exportations et emploie 85 pour cent de la main-d'oeuvre totale. Les exportations reposent largement sur une seule culture, celle du café, qui fournit près de 60 pour cent des recettes en devises.

Le pays exporte surtout des produits primaires, à savoir du café, des graines oléagineuses et des légumineuses, du cuir et des ouvrages en cuir, des animaux vivants, de la viande et des produits à base de viande, des fruits et des légumes, et de l'or. En ce qui concerne les importations, l'Ethiopie achète principalement des matières premières, des produits semi-finis (essentiellement des produits chimiques, des engrais et des matières textiles), des combustibles et carburants, des biens d'équipement et des biens de consommation durables et non durables. Ses principaux partenaires commerciaux sont, en termes de parts de marché, l'Union européenne, le Japon, les Etats-Unis et l'Arabie saoudite.

Le secteur manufacturier est encore peu développé et l'appareil de production est très limité. L'industrie est fortement tributaire des importations de produits semi-transformés, de matières premières, de pièces détachées et de combustibles. Les usines dépendent des importations d'intrants et d'une agriculture de subsistance assez rudimentaire pour leur approvisionnement en matières premières. L'industrie manufacturière, y compris les petites entreprises et le secteur de l'artisanat, contribue pour environ 12 pour cent au PIB et pour 15 pour cent aux exportations totales. Quant au secteur des services, il représente environ 38 pour cent du PIB.

Entre 1974 et 1991, l'économie éthiopienne a enregistré de mauvais résultats aussi bien dans l'agriculture que dans d'autres secteurs, ce qui s'explique principalement par la longueur de la guerre civile, le caractère chronique de la sécheresse, la dégradation des ressources naturelles et, surtout, l'inadéquation des politiques menées dans le cadre de l'ancienne économie dirigée. L'après-mai 1991 a été marqué par l'adoption de la nouvelle politique économique. Les premières dispositions prises par le gouvernement pour accroître la stabilité macro-économique ont visé à créer un climat favorable à la relance de l'économie, à consolider la paix et la stabilité, à renforcer la démocratie et à décentraliser les pouvoirs. La nouvelle politique économique prévoit notamment de modifier le rôle de l'Etat,

d'encourager la participation du secteur privé et de remettre l'économie sur la voie de la reprise et du développement durable.

2. Stratégie globale de développement

L'objectif à long terme de la stratégie de développement de l'Ethiopie est de transformer la structure de l'économie et de modifier l'importance relative de l'agriculture, de l'industrie et des services en privilégiant fortement ces deux derniers secteurs. Il s'agit en particulier d'augmenter sensiblement la part de l'industrie dans l'économie aussi bien au niveau de la production que sur le plan de la création d'emplois. Cette restructuration devrait s'accompagner d'une forte croissance des secteurs secondaire et tertiaire.

La stratégie de développement consiste essentiellement à améliorer la productivité des petites exploitations agricoles et à développer l'industrie en s'appuyant sur l'utilisation de matières premières d'origine nationale et de techniques à forte intensité de main-d'oeuvre. Elle s'apparente à une politique d'industrialisation tirée par le développement agricole, qu'elle adapte aux conditions du développement agricole et industriel de l'Ethiopie. En outre, la poursuite des principaux objectifs de cette politique devrait favoriser l'exportation.

Dans le contexte éthiopien, les principaux objectifs d'une politique d'industrialisation tirée par le développement agricole sont les suivants:

- a) favoriser l'efficience et la croissance économiques;
- b) modifier la structure de l'économie en privilégiant l'industrie;
- c) promouvoir les relations intersectorielles et intrasectorielles;
- d) développer les capacités techniques du pays pour produire des biens intermédiaires, des pièces détachées et des biens d'équipement;
- e) établir un cadre approprié pour permettre le transfert, l'adaptation et le développement de technologies;
- f) accroître la compétitivité, au niveau international, des secteurs dans lesquels les exportations de produits industriels ont un avantage comparatif certain;
- g) faire en sorte que le développement soit équilibré entre les différentes régions; et
- h) encourager l'utilisation de techniques à forte intensité de main-d'oeuvre et de ressources locales.

3. Mesures de politique économique

Le programme de réforme économique a débuté avec le lancement de la nouvelle politique économique en novembre 1991. Il comportait plusieurs volets, à savoir le passage d'une économie dirigée à une économie de marché, la stabilisation économique et l'ajustement structurel. Les mesures prises pendant la période de mise en oeuvre des réformes ont essentiellement visé à éliminer les distorsions de prix, à lever les restrictions frappant le secteur privé, à créer des marchés pour les facteurs de production et à favoriser la libéralisation macro-économique et commerciale. Il a été nécessaire d'appliquer une politique d'ajustement macro-économique, mais il a également fallu redéfinir le rôle

de l'Etat pour permettre au secteur privé d'être le moteur du développement économique. On trouvera ci-dessous un aperçu des principales mesures de politique économique qui ont été prises:

- a) la monnaie locale (le birr), qui était surévaluée, a été dévaluée et un système d'adjudication hebdomadaire de devises a été mis en place;
- b) le dispositif de contrôle des prix a été supprimé, sauf pour les produits pétroliers;
- c) la plupart des entreprises publiques doivent être privatisées et, en attendant, elles sont soumises aux conditions du marché: elles sont totalement autonomes du point de vue de leur financement et de leur gestion et n'ont droit à aucune subvention;
- d) le secteur privé a été libéré des contraintes que lui imposait l'ancien système d'économie dirigée. Aucun plafond n'est à l'heure actuelle appliqué aux montants des investissements réalisés par le secteur privé national et il n'existe aucune limitation en ce qui concerne le nombre des activités commerciales qui peuvent être exercées. Les obstacles implicites à l'accès au secteur commercial ont été éliminés et l'adoption d'une nouvelle législation a permis d'améliorer les procédures d'enregistrement des entreprises et de délivrance de licences commerciales;
- e) des bureaux d'investissement à guichet unique ont été établis aux niveaux fédéral et régional. Le Code des investissements a été révisé pour permettre une plus grande participation des investisseurs nationaux et étrangers. Afin d'encourager l'investissement du secteur privé et de favoriser le mouvement des capitaux étrangers et le transfert de technologie vers l'Ethiopie, des aides sont accordées aux investisseurs (nationaux et étrangers) qui se lancent dans de nouvelles entreprises ou développent des activités existantes dans des domaines admis à bénéficier d'incitations à l'investissement;
- f) le régime tarifaire a été profondément remanié, ce qui s'est traduit par une réduction très importante des fourchettes de droits et une limitation du champ d'application des exonérations fiscales. Le taux de droit maximal a été fortement abaissé (de 230 à 50 pour cent), de façon à atténuer les effets de la dévaluation pour les importateurs;
- g) des mesures ont également été prises pour libéraliser le secteur financier. Il convient notamment de citer:
 - i) la restructuration et l'exploitation commerciale des banques et des compagnies d'assurance appartenant à l'Etat; et
 - ii) la déclaration concernant les modalités d'agrément et de surveillance des activités bancaires et des activités d'assurance.

Suite à l'application de ces mesures, un certain nombre de compagnies d'assurance et de banques privées se sont établies dans le pays, contribuant à créer un environnement compétitif dans ces secteurs d'activité;

- h) un nouveau Code du travail a été promulgué en vue de libéraliser le marché du travail;
- i) le pays est désormais une République fédérale et les Etats fédérés statuent de manière autonome sur la plupart des questions de portée régionale;
- j) les entreprises commerciales d'Etat ont été privatisées ou sont en passe de l'être;

- k) un système de ristourne des droits de douane a été mis en place pour rembourser les droits acquittés à l'importation d'intrants qui servent à la transformation ou à la fabrication de produits destinés à l'exportation;
- l) un système de non-rétrocession des devises a également été adopté pour encourager l'exportation.

Il convient par ailleurs de souligner les points suivants:

- afin d'encourager le commerce extérieur, un Comité de promotion des exportations, présidé par le Premier Ministre, a été établi; il est composé de fonctionnaires des ministères concernés, ainsi que de représentants du secteur privé;
- un pôle commercial est actuellement mis en place avec l'assistance technique de la CNUCED et du CCI;
- une stratégie d'exportation est élaborée avec le concours de consultants de la Banque mondiale;
- une nouvelle structure organique a été conçue pour adapter le système des chambres de commerce au régime fédéral.

4. Régime de commerce extérieur

a) Nomenclature du tarif douanier

L'Ethiopie est membre de l'Organisation mondiale des douanes (OMD). Avant que le pays ne signe la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, la structure de son tarif douanier était fondée sur la Nomenclature douanière de Bruxelles (NDB). L'Ethiopie a utilisé la NDB pendant 17 ans, jusqu'en août 1993, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par le Système harmonisé (SH). Si l'on considère les positions du SH, la plupart des marchandises auxquelles s'appliquaient auparavant un régime de franchise ou des taux de droit spécifiques sont désormais assujetties à des taux *ad valorem*. Les marchandises répertoriées dans le tarif douanier, qu'elles soient ou non passibles de droits, ont un code et sont classées en fonction de leur type et de leurs caractéristiques en 21 sections et 99 chapitres. Les taux actuels vont de 5 à 50 pour cent.

b) Application de taxes intérieures aux importations

Outre les droits de douane, des taxes sur les ventes et des droits d'accise sont imposés aux marchandises importées. Dans le tarif douanier fondé sur le SH, certaines marchandises en sont exemptées. La taxe sur les ventes représente 5 ou 12 pour cent de la valeur des marchandises, le pourcentage étant fixé en fonction de la nature de la marchandise. En ce qui concerne les droits d'accise, le taux le plus élevé est de 200 pour cent et le plus faible de 10 pour cent.

c) Préférences tarifaires

L'Ethiopie bénéficie de trois types de préférences tarifaires multilatérales. Ces préférences lui sont accordées dans le cadre des systèmes suivants:

- Système généralisé de préférences (SGP);
- Convention de Lomé conclue entre l'Union européenne (UE) et les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP); et
- le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA).

d) Exemptions de droits

Les exemptions de droits sont appliquées conformément aux accords internationaux et aux réglementations nationales comme le Code des investissements.

e) Autres droits et impositions

Une commission de 2 birr est perçue pour la manutention des marchandises. Des frais d'entreposage sont également perçus pour les marchandises placées sous suite de douane à partir du premier jour de l'entreposage; ils sont calculés en fonction du poids, du volume, etc. des marchandises.

f) Restrictions à l'importation

Il n'existe ni prohibition à l'importation ni restriction quantitative à l'importation, sauf en ce qui concerne les produits considérés comme dangereux pour la société et contraires aux bonnes moeurs (stupéfiants, armes, objets pornographiques, etc.). Les importations doivent toutefois être conformes aux normes établies par l'Autorité éthiopienne de normalisation.

g) Evaluation en douane

L'Ethiopie n'a adhéré à aucun accord international sur l'évaluation en douane. Elle applique son propre système d'évaluation. L'une des dispositions de la Loi douanière prévoit que les factures authentiques des fabricants peuvent être acceptées pour déterminer la valeur réelle des marchandises importées. Mais d'autres articles de cette même loi précisent que les factures des fabricants ne constitueront pas nécessairement des éléments de preuve concluants et que les autorités douanières devront utiliser tous les moyens dont elles disposent pour déterminer la valeur imposable exacte des marchandises.

La Loi douanière éthiopienne définit une méthode ou une formule à utiliser lorsque les importateurs ne produisent pas de factures de fabricants ou lorsque les factures présentées aux autorités douanières ne sont pas jugées satisfaisantes. La valeur imposable est alors déterminée par déduction sur la base de la valeur sur le marché de gros. Cette méthode est plus ou moins identique à celle qui est décrite à l'article 6 des "Règles d'évaluation en douane" de l'OMC.

h) Formalités douanières

L'Ethiopie n'a pas adhéré à la Convention de Kyoto pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers. Il convient toutefois de préciser que les règles énoncées dans la Convention sont plus ou moins reprises par la législation douanière nationale ainsi que par le Manuel de dédouanement et de contrôle douanier.

i) Réglementation des exportations

L'Ethiopie n'applique pas de prélèvements à l'exportation (sauf pour le café), ni de contingents, ni de subventions à l'exportation. Dans les demandes de permis d'exportation, qui sont délivrés par la Banque nationale d'Ethiopie, les exportateurs doivent indiquer les marchandises qu'ils comptent exporter, leur destination et leur prix de vente. Ces formalités ont pour objet de prévenir la sous-facturation.

j) Licences commerciales

Toute personne exerçant les activités de commerce extérieur est tenue par la loi d'obtenir une licence auprès du Ministère du commerce et de l'industrie.